

La situation à Negros – 27.08.2019

Au cours de la semaine passée des nouvelles menaces visant directement PDG ont eu lieu. La radio gérée par l'armée sur l'île de Negros a parlé de PDG, en nommant deux des membres de son staff, en les associant au « mouvement de gauche », ce qui aux Philippines peut vite être compris comme liées aux groupes armés communistes. Lorsqu'elle était interviewée par la chaîne de télévision Al-Jazeera, la directrice exécutive de PDG s'est rendu compte qu'elle était surveillée et suivie. Mercredi 20 août, un autre membre du staff de l'organisation a été dénoncé pour vol et arrestation illégale par un membre des forces armées et a reçu une assignation à comparaître devant le tribunal. De plus, des étudiants de l'Université de Bacolod, conviés à participer à une conférence tenue par des membres de l'armée PDG a été pointée du doigt comme organisation active dans le recrutement de terroristes.

À côté de cela, nombreuses organisations paysannes avec lesquelles PDG travaille sont aussi mises sous surveillance et menacées par les forces de la police et de l'armée à Negros. La présence des militaires est importante dans les communautés, ce qui rend parfois impossible le déplacement du staff de PDG pour son travail. En juin passé, 25 membres et leaders d'organisation paysannes ont été injustement accusés de l'assassinat d'un policier, 7 d'entre eux ont été arrêtés.

Ces événements se déroulent dans la partie occidentale de l'île. Ce qui se passe de l'autre côté, dans la province de Negros Oriental, est encore pire. Suite à une embuscade de groupes rebelles dans laquelle 4 policiers ont été tués, un nombre impressionnant d'assassinats extrajudiciaires a eu lieu. En moins de 10 jours 14 personnes ont été tuées lors d'opérations de la police, de militaires ou par des personnes masquées. Une des victimes de cette série d'assassinats est un avocat défenseur des droits humains.

Ces événements suivent de près des nombreuses violences de la part de l'armée et de la police: d'octobre à juin sur l'île on compte déjà l'assassinat de 29 paysans, lors de 3 massacres¹. Dans le même contexte 2 activistes² pour les droits humains ont été assassinés, dont l'avocat Ben Ramos, qui avait pris la défense des familles des victimes du massacre de 9 paysans dans la localité de Sagay en octobre 2018. Une mission internationale indépendante a rassemblé des preuves³ à l'encontre de deux membres de l'armée dans le cadre de ce dernier assassinat.

¹ Dans la localité de Sagay le 21 octobre 2019, [9 paysans \(dont des membres du syndicat des travailleurs de la canne à sucre\) ont été massacrés](#) par des personnes non identifiées; 6 personnes (des membres d'associations locales paysannes et des syndicalistes) ont été [tuées par la police](#) le 27 décembre 2018. Le 30 mars 2019, 14 paysans (aussi membres d'associations locales de défense des droits des paysans) [ont été tués dans le cadre d'une opération de la police](#).

² Le 6 novembre 2018, Ben Ramos, avocat des droits humains et directeur de l'ONG PDG (qui soutient des communautés pauvres pour l'accès à leurs droits) a été assassiné comme le décrit [cet article du New York Times](#). [Cet événement a été reporté à une délégation internationale d'avocats présente aux Philippines le printemps passe pour éclairer les assassinats d'avocats dans le pays](#). Victime d'un deuxième assassinat extrajudiciaire le 22 avril 2019 sur l'île, Bernardino "Toto" Patigas, conseiller municipal de la Ville d'Escalante. [Un article](#) sur cet événement.

³ Voici [un article](#) sur les premiers résultats de cette mission.

L'histoire des luttes sociales et de leur répression n'est pas nouvelle à *Sugarlandia*, telle qu'on appelle l'île Negros, où plus de 50% des terres agricoles sont dédiées historiquement à la culture de la canne à sucre et où encore environ un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté⁴. Les habitants de l'île ont hérité du passé colonial la forte concentration des territoires agricoles aux mains de quelques grands propriétaires terriens. Une grande partie de la population y est employée comme ouvriers agricoles saisonniers. Alors que depuis l'Indépendance les tentatives de réforme agraire se multiplient et échouent, les mouvements sociaux s'organisent dans l'optique d'une répartition juste des terres et de l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres. Cela malgré la terrible répression du dictateur Marcos entre les années 1970 et la fin des années 1980.

En 2019, malgré les victoires péniblement obtenues par ces mouvements sociaux, la situation empire sous la présidence de Rodrigo Duterte, qui a ouvertement déclaré la guerre à tout mouvement progressiste dans le pays. Les leaders sociaux sont les cibles d'attaques répétées: diffamations, criminalisation, menaces, arrestations jusqu'aux assassinats extrajudiciaires. Alors que Mindanao l'île la plus au sud de l'archipel se trouve déjà sous loi martiale, Negros, ainsi que les îles de Samar et Bicol se retrouvent en état d'urgence, dans le cadre de la lutte contre des groupes rebelles. Les mouvements sociaux, accusés d'y être associés y subissent de plein fouet ces violences répétées, en voyant leurs activités de plaidoyer et d'accompagnement des communautés tout comme la vie de leurs travailleurs, fortement menacées.

La situation est critique et les activistes de Negros ont besoin de soutien, de visibilité et de protection de la part de l'opinion publique et des autorités internationales. Alors que Duterte s'éloigne progressivement des cadres légaux internationaux en matière de droits humains⁵, nous appelons à l'action.

⁴ Chiffres du *National Statistical Coordination Board*

⁵ Duterte a affirmé de manière unilatérale son choix de retirer officiellement les Philippines de la juridiction de la Cour Pénale Internationale, [comme l'annonce le Washington Post](#)